COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16.6.2025
COM(2025) 290 final

ANNEX 17

ANNEXE

de la

communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions

Rapport 2025 sur l'état d'avancement de la décennie numérique: continuer à construire la souveraineté et l'avenir numérique de l'UE

{SWD(2025) 290 final} - {SWD(2025) 291 final} - {SWD(2025) 292 final} - {SWD(2025) 293 final} - {SWD(2025) 294 final} - {SWD(2025) 295 final}

European Commission

RAPPORTS SUCCINCTS PAR PAYS 2025

Lettonie

Synthèse

La Lettonie peut compter sur une bonne numérisation des services publics pour les entreprises et les particuliers, mais le pays accuse un retard en ce qui concerne la 5G, la fibre jusqu'aux locaux et les réseaux à très haute capacité, tout en offrant un accès élevé aux dossiers médicaux.

Dans la feuille de route nationale et les ajustements qui y sont apportés, la Lettonie affiche un niveau d'ambition considérable en ce qui concerne sa contribution à la décennie numérique, avec 14 cibles nationales, dont 86 % sont alignées sur les cibles de l'UE pour 2030. Le pays suit ses trajectoires de manière relativement correcte et est en bonne voie pour 50 % d'entre elles (sur la base des trajectoires 2024 définies pour 8 ICP sur 8 analysés). La Lettonie a donné suite à 84 % des 13 recommandations émises par la Commission en 2024, soit en mettant en œuvre des changements stratégiques importants (15 %), soit en apportant certaines modifications (69 %) au moyen de nouvelles mesures.

En 2024, la connectivité gigabit et la 5G restent inférieures à la moyenne de l'UE. La numérisation des PME et l'adoption de technologies numériques avancées par les entreprises constituent une priorité du plan pour la reprise et la résilience de la Lettonie. La stratégie globale de la Lettonie pour la cybersécurité 2023-2026 continue d'orienter son approche générale en matière de cybersécurité.

ICP de la décennie numérique (1)	Lettonie				UE		Cible de la décennie numérique à l'horizon 2030	
	DESI 2024 (année 2023)	DESI 2025 (année 2024)	Progression annuelle	Trajectoire nationale 2024 (3)	DESI 2025	Progression annuelle	LV	UE
Couverture par réseau fixe à très haute capacité (VHCN)	68,0 %	68,1 %	0,2 %	74,0 %	82,5 %	4,9 %	100,0 %	100 %
Couverture FTTP («fibre to the premises»)	61,9 %	61,1 %	-1,2 %	74,0 %	69,2 %	8,4 %	100,0 %	-
Couverture 5G globale	53,1 %	71,1 %	33,9 %	55,5 %	94,3 %	5,9 %	70,0 %	100 %
Nœuds périphériques (estimation)	5	10	100,0 %	0	2257	90,5 %	51	10000
PME présentant au moins un niveau élémentaire d'intensité numérique (2)	-	59,2 %	6,4 %	-	72,9 %	2,8 %	90,0 %	90 %
Nuage	29,0 %	-	-	-	-	-	75,0 %	75 %
Intelligence artificielle	4,5 %	8,8 %	94,9 %	13,0 %	13,5 %	67,2 %	75,0 %	75 %
Analyse des données	36,9 %	-	-	-	-	-	75,0 %	75 %
IA ou informatique en nuage ou analyse des données	48,2 %	-	-	-	-	-	-	75 %
Licornes	0	0		-	286	4,4 %	2	500
Personnes ayant au moins des compétences numériques élémentaires	45,3 %	-	-	-	-	-	70,0 %	80 %
Spécialistes des TIC	4,4 %	4,9 %	11,4 %	5,4 %	5,0 %	4,2 %	10,0 %	~10 %
Notification d'un schéma d'identification électronique		Oui						
Services publics numériques pour les particuliers	88,2	93,5	6,0 %	88,0	82,3	3,6 %	100,0	100
Services publics numériques pour les entreprises	87,2	96,3	10,4 %	87,0	86,2	0,9 %	100,0	100
Accès aux dossiers de santé en ligne	84,8	85,9	1,2 %	80,0	82,7	4,5 %	100,0	100

(1) Voir la note méthodologique pour la description des indicateurs et des autres paramètres.
(2) Le DESI 2025 se base sur la version 4 de l'indice d'intensité numérique (DII), laquelle est comparable à la valeur du DII figurant dans le DESI 2023 (correspondant à l'année 2022) aux fins du calcul de la progression annuelle. Elle n'est pas comparable à la trajectoire nationale qui, elle, est fondée sur la version 3 de l'indice.
(3) Valeur de la trajectoire nationale si elle figure dans la feuille de route nationale et si l'indicateur a été mesuré dans le DESI 2025 (année 2024)

Selon le rapport Eurobaromètre spécial de 2025 sur la décennie numérique, 75 % des citoyens lettons estiment que la numérisation des services publics et privés du quotidien leur facilite la vie. En ce qui concerne l'action des pouvoirs publics, 86 % estiment qu'il est important de contrer et d'atténuer le problème des fausses informations et de la désinformation en ligne, et en ce qui concerne la compétitivité, 78 % estiment qu'il est important de veiller à ce que les entreprises européennes puissent se développer et devenir des «champions européens» capables d'affronter la concurrence mondiale.

Une UE compétitive, souveraine et résiliente, fondée sur la primauté technologique

La couverture des infrastructures numériques de la Lettonie reste inférieure à la moyenne de l'UE, principalement dans les réseaux à très haute capacité (VHCN), la FTTP et la 5G, même dans un contexte marqué par une forte croissance annuelle de la couverture 5G globale. En ce qui concerne l'adoption du haut débit, les abonnements au 1 Gbps augmentent plus rapidement que la moyenne de l'UE, même si les abonnements aux 100 Mbps et la pénétration des SIM 5G connaissent une croissance plus lente. Le pays progresse dans le déploiement de nœuds périphériques et de technologies quantiques, mais accuse un retard dans les domaines de l'informatique en nuage et de l'IA. Les cyberattaques ont connu une forte augmentation, avec un total de 418 325 plaintes enregistrées en 2024. Malgré cela, la Lettonie affiche un niveau de préparation générale, étant donné qu'aucune des attaques n'a eu de répercussions durables.

Protéger les citoyens et la société de l'UE et leur donner les moyens d'agir

Les compétences numériques de la Lettonie accusaient un retard par rapport à l'UE, avec 45,34 % seulement de la population possédant des compétences numériques de base, contre 55,56 % pour l'UE. Malgré un écart notable entre les hommes et les femmes en faveur des femmes et de solides compétences collaboratives, la Lettonie est confrontée à des difficultés, en particulier dans les zones rurales et chez les adultes âgés, et ses performances restent en deçà de celles de l'UE en ce qui concerne les compétences numériques liées au niveau d'éducation. Pour combler ces lacunes, des initiatives telles que le compte d'apprentissage STARS ont été lancées. Dans le secteur des TIC, la Lettonie a enregistré une augmentation positive des spécialistes des TIC occupant un emploi, en particulier parmi les femmes. Malgré cela, la formation des entreprises aux TIC est à la traîne par rapport à la moyenne de l'UE. La Lettonie se distingue dans les services publics numériques destinés tant aux particuliers qu'aux entreprises, dépassant les taux de croissance de l'UE, en particulier dans les services transfrontières. Par rapport à la moyenne de l'UE, la Lettonie obtient de bons résultats en ce qui concerne les services publics numériques et l'accès aux dossiers de santé en ligne. Même si elle présente des atouts manifestes, la Lettonie pourrait bénéficier de mesures supplémentaires visant à combler les lacunes en matière de compétences numériques, dans le but d'élargir les compétences au sein de différents groupes démographiques.

Tirer parti de la transformation numérique pour un verdissement intelligent

La Lettonie accorde la priorité à la promotion de l'efficacité de l'énergie et des matériaux dans les infrastructures numériques, afin de réduire au minimum leur incidence sur l'environnement en créant des centres de données fonctionnant à 100 % à partir d'énergies renouvelables. En outre, elle met l'accent sur l'introduction de solutions numériques intelligentes qui, à leur tour, réduiront l'empreinte carbone du pays.

Feuille de route stratégique nationale pour la décennie numérique

Le 11 février 2025, la Lettonie a présenté une feuille de route adaptée pour la décennie numérique. Cette version adaptée contient 43 nouvelles mesures, deux nouvelles cibles et quatre trajectoires révisées. Elle comprend un compte rendu sur la consultation des parties prenantes, mais manque d'informations sur la manière dont leurs observations ont été prises en considération. Les mises à jour sont clairement alignées sur les nouvelles priorités de la Commission en matière de connectivité gigabit et de 5G. Cette feuille de route adaptée répond à un nombre important de recommandations formulées en 2024 au sujet de la feuille de route. Toutes les cibles sont alignées sur les objectifs fixés au niveau de l'UE pour 2030, à l'exception de la cible définie pour le pourcentage de personnes ayant au moins des compétences numériques de base, domaine dans lequel la Lettonie vise un taux de 70 % (au lieu de 80 %) d'ici à 2030. La feuille de route adaptée continue de donner la priorité à l'IA, à la numérisation des services publics et à l'adoption des technologies. Elle contient 90 mesures dotées d'un budget de 2 287,5 millions d'EUR, dont 2 004,8 millions d'EUR provenant du budget public (soit 4,99 % du PIB du pays). Elle couvre toujours l'ensemble des objectifs de la décennie numérique, tels qu'un espace numérique centré sur l'humain, le renforcement de la résilience et de la sécurité, la promotion de la souveraineté et le verdissement des technologies numériques.

Financement et projets en faveur du numérique

La Lettonie consacre 23 % du budget total de son plan pour la reprise et la résilience au numérique (416 millions d'EUR)[1]. En outre, dans le cadre de la politique de cohésion, 441 millions d'EUR, soit 10 % du financement total du pays au titre de la politique de cohésion, sont consacrés à la poursuite de la transformation numérique de la Lettonie[2].

La Lettonie est membre de l'EDIC dénommé «Alliance pour les technologies du langage» et de l'EDIC intitulé «Local Digital Twins towards the CitiVERSE». Les organisations lettones sont des partenaires indirects et/ou associés du projet important d'intérêt européen commun sur la microélectronique et les technologies de la communication (PIIEC ME/TC) ainsi que du PIIEC sur les infrastructures et services d'informatique en nuage de nouvelle génération (PIIEC-CIS). La Lettonie est également l'un des États membres de l'entreprise commune EuroHPC et de l'entreprise commune «Semi-conducteurs».

[1] La part des dotations financières qui contribuent aux objectifs numériques a été calculée en utilisant l'annexe VII du règlement établissant la facilité pour la reprise et la résilience. Dernière mise à jour des données: 16 mai 2025.

[2] Ce montant comprend tous les investissements spécifiquement destinés à la transformation numérique ou apportant une contribution substantielle à celle-ci au cours de la période de programmation 2021-2027 de la politique de cohésion. Les fonds proviennent du Fonds européen de développement régional, du Fonds de cohésion, du Fonds social européen plus et du Fonds pour une transition juste.

Le pays n'a pas encore présenté de mesure dans le cadre de l'accélérateur de bonnes pratiques de la décennie numérique[3].

Droits et principes numériques

Selon une étude d'appui, la Lettonie a montré une activité plutôt limitée dans la mise en œuvre de la **déclaration européenne sur les droits et principes numériques**, avec 34 initiatives au total et 2 nouvelles initiatives en 2024. La Lettonie est surtout active dans le domaine des interactions avec les algorithmes et les systèmes d'intelligence artificielle. L'activité est plus mesurée en ce qui concerne la connectivité et la durabilité, ou lorsqu'il s'agit de placer les citoyens au centre de la transformation numérique. Ce sont les mesures visant à placer les citoyens au centre de la transformation numérique qui semblent avoir le plus grand impact sur le terrain, contrairement à celles qui concernent la liberté de choix.

Recommandations

- **Compétences numériques:** renforcer et poursuivre la mise en œuvre de mesures visant à accroître les compétences numériques à tous les âges, en accordant une attention particulière aux personnes qui vivent dans des zones rurales ou ont un faible niveau d'éducation.
- **Connectivité:** appuyer les efforts en cours et mettre en place de nouvelles mesures pour soutenir la couverture VHCN, FTTP et 5G.
- **PME**: soutenir et compléter les activités visant à améliorer la numérisation ainsi que l'adoption de technologies avancées, en mettant l'accent sur l'adoption de technologies avancées et en accordant une attention particulière aux PME.
- **Cybersécurité**: poursuivre les efforts en matière de cybersécurité consentis pour faire face à l'évolution et à l'augmentation des menaces. Veiller à la mise en place et à la poursuite d'une éducation à la cybersécurité, en particulier au niveau du premier cycle universitaire.
- **Santé en ligne:** veiller à ce que toutes les catégories de données soient mises à disposition en temps utile. Proposer une application mobile permettant aux citoyens d'accéder à leur dossier médical électronique. Connecter davantage de centres de rééducation privés au service d'accès en ligne.

[3] L'accélérateur de bonnes pratiques (*Best Practice Accelerator* ou *BPA*) est une plateforme qui permet aux États membres de partager les mesures fructueuses et les difficultés rencontrées dans leurs efforts pour atteindre leurs cibles et objectifs de la décennie numérique. Les bonnes pratiques sont mises à la disposition des États membres par l'intermédiaire du répertoire BPA et présentées dans le cadre d'ateliers organisés régulièrement, actuellement axés sur trois thématiques: Compétences numériques, informatique verte et adoption des technologies numériques.